



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

## Lettre n° 354 du 20 octobre 2024

### Au sommaire :

- **Budget, le Parlement discute de comment faire payer les travailleur-es pour financer les profits du capital en évitant la faillite et le krach** - *Yvan Lemaitre*
- **NFP, LFI and co, la gauche parlementaire de cohabitation avec la bourgeoisie ou le besoin d'un parti révolutionnaire des travailleurs** - *Laurent Delage*

## **Budget, le Parlement discute de comment faire payer les travailleur-es pour financer les profits du capital en évitant la faillite et le krach**

Le budget 2025 de Barnier est en discussion à l'Assemblée et fait se lever un vent de contestation toute parlementaire, un budget choc, 60 milliards d'économies soit 20 milliards de coupes dans les dépenses de l'État, près de 15 pour celles de la Sécurité sociale, 5 milliards pour celles des collectivités locales. Le gouvernement aggrave la ruine des services publics et s'attaque directement aux salariés, baisse du remboursement de la consultation médicale pour 1,5 milliard, coup de rabet sur les indemnités journalières, gel des pensions de retraite pendant six mois, pour près de 4 milliards d'économies, suppression de 4 000 postes d'enseignants... Et il poursuit sa politique en faveur du capital qu'il égratigne à peine, pas plus que les plus riches.

La commission des finances a décidé de pérenniser la surtaxe prévue sur les ultra-riches censée rapporter 2 milliards, une goutte d'eau. L'année dernière, les entreprises du CAC 40 ont versé 70 milliards de dividendes.

Cette attaque brutale contre les travailleurs et les classes populaires est justifiée par une prétendue dérive budgétaire, le déficit atteindrait 6,1 % du PIB en 2024 alors que la prévision du gouvernement était de 4,4 %. En réalité, elle est surtout la conséquence d'années et d'années de cadeaux aux riches qu'on s'apprête à nous faire payer, la conséquence aussi de la hausse des dépenses militaires.

Le vrai débat que n'aborde pas le parlement, c'est l'utilisation des finances publiques soumise aux intérêts du capital au mépris de ceux de la population, y compris des besoins vitaux des plus démunis auxquels le pouvoir fait payer le déficit, la dette que l'État a contractée auprès de ceux qu'il engraisse, les financiers : double profit pour le capital, double peine pour le monde du travail !

Le gouvernement intérimaire de Barnier, sans majorité et sans avenir, dont le budget est contesté même par certains ministres dont celui de la justice Migaud, voudrait utiliser sa position de faiblesse pour passer... en force. Il sait qu'il sera contraint d'utiliser le 49.3 et que le RN lui

sauvera la mise en ne votant pas de motion de censure. Donc autant laisser libre cours à la comédie parlementaire animée par les ambitions et rivalités pour marquer l'opinion et contraindre les députés, moyennant quelques concessions à la marge, à se plier au cadre imposé de l'austérité tout en en discutant les modalités.

### **Pour en finir avec la dette, rente pour la finance et les riches, et les subventions au capital**

Ce qui ne se dit pas au parlement, c'est qu'il serait bien facile de résoudre la question du déficit simplement en supprimant les cadeaux aux capitalistes, en puisant dans les 1 200 milliards accumulés en 2023 par les 500 plus grandes fortunes de ce pays ou dans les 153 milliards de profits réalisés par les entreprises du CAC 40 en 2023. Il suffirait de faire valoir les droits de la population contre la minorité parasite qui dirige le pays et impose sa volonté. Ce serait en fait une révolution que seuls les travailleurs-es sont en mesure de réaliser, mettre en place un gouvernement qui serve les intérêts du monde du travail et de la collectivité.

La dette trouve son origine dans l'augmentation des aides aux entreprises qui sont passées d'environ 2,6 % du PIB en 1979 à 8,5 % du PIB en 2022, soit plus de 200 milliards d'euros. Un transfert de richesses dans les coffres du capital auquel tous les gouvernements de droite ou de gauche ont participé. La dette publique se monte à 110 % du PIB, 3.200 milliards d'euros, la charge des intérêts est d'environ 50 milliards d'euros par an.

La politique des classes dominantes, leur fuite en avant, l'aggrave en permanence ainsi que les déficits et menace d'un krach. Résoudre cette crise permanente de la dette serait d'abord refuser de la payer à la place de ceux qui en sont les bénéficiaires, ce qui signifie contester radicalement le fait que l'État se plie à la volonté des multinationales pour se donner un gouvernement démocratique des

travailleurs s'appuyant sur leur mobilisation pour annuler la dette de l'État au capital. Nous n'avons aucune raison non seulement de payer mais de reconnaître cette dette. C'est l'État des capitalistes qui a emprunté cet argent aux capitalistes pour le leur redonner, pas nous, nous avons toutes les raisons de répudier leur dette.

Répudier la dette, l'annuler implique de construire de nouveaux moyens de financement de l'activité économique et sociale, c'est-à-dire d'exproprier les banques pour réorganiser les institutions financières en un monopole public bancaire.

Il n'y a pas d'issue sans remise en cause radicale de la propriété capitaliste.

## **L'absurdité d'un capitalisme financiarisé en marche vers la faillite**

L'affaire Sanofi illustre l'absurdité de leur politique, le gâchis qu'elle représente. Sanofi bénéficie depuis des années, par le biais du crédit impôt recherche, d'une subvention permanente de l'État dont il fait ce qu'il veut, sans être soumis au moindre cahier des charges, et agit en fonction des seuls impératifs de la rentabilité financière. C'est la logique de la soumission de l'État au parasitisme de la finance qui empêche des milliards qu'elle investit dans le seul but de réaliser des opérations financières en jouant au casino de la finance mondiale les usines et instruments de production, qui ne sont plus qu'une simple mise dans les opérations spéculatives.

La politique d'austérité, de plus, mise en œuvre à l'échelle européenne, ne résout en rien le mal, elle l'aggrave. Alors que l'investissement des entreprises est au plus bas, que la consommation des ménages stagne ou régresse, baisser les dépenses publiques aura un effet récessif qui aggravera la situation des finances publiques.

Cette politique d'austérité n'est pas un remède mais un symptôme du mal profond qui ronge le capitalisme. La concentration des richesses entre les mains d'une minorité qui exige, sans fin et sans limite, de nouveaux profits, ruine la société et prépare un krach financier, une faillite économique.

Le capitalisme est confronté aux limites du marché planétaire, limites qu'il aggrave en accumulant des richesses par une exploitation sans cesse accrue des travailleurs et des peuples, de la nature. Il lui faut trouver sans arrêt de nouveaux marchés, de nouvelles sources de profits. La crise actuelle de l'industrie automobile est significative. Le marché est saturé, la production d'automobiles obéit à une logique absurde, un gaspillage considérable aux conséquences écologiques inquiétantes tant par l'organi-

sation de la production que par la production de voitures pour le seul profit sans aucune rationalité répondant à de réels besoins humains et sociaux. Les plans de licenciements se multiplient détruisant 100 000 emplois pour que les profits continuent d'exploser jusqu'à la faillite.

La lutte contre l'austérité et les licenciements pose la question d'une réorganisation complète du mode de production, de l'abolition de la propriété capitaliste pour lui substituer la propriété collective des moyens de production, des institutions financières, des moyens de transports et d'échange.

## **Pour les droits sociaux et démocratiques en finir avec la dictature du capital**

On nous parle démocratie mais leur système ne respecte pas plus les droits sociaux que démocratiques. Le Parlement discute, amende, enquête, censure mais sans jamais contester le cadre imposé de la propriété capitaliste, ses institutions et la rente que l'État verse au capital par la dette.

La démocratie est un vain mot quand les finances de l'État sont entre les mains d'une minorité capitaliste qui empêche la rente des intérêts de la dette qui leur permet de faire marcher leurs affaires et de réaliser leurs profits en investissant l'argent que l'État leur prête...

C'est cette démocratie dite républicaine qui réprime aux Antilles ou en Kanaky et mène une campagne permanente xénophobe et raciste contre les migrants boucs-émissaires désignés comme responsables de tous les maux, y compris du déficit de l'État !

En promettant de mettre sur la table, dès le « *début 2025* », l'examen d'une nouvelle loi immigration, le gouvernement donne bien sûr des gages au RN mais Barnier-Retailleau font tout simplement leur politique, celle qui partout en Europe accompagne les politiques d'austérité, la démagogie contre les migrants pour rassurer le petit bourgeois qui se sent menacé. Pour faire passer leur politique de régression sociale et démocratique, ils flattent les fantasmes et les préjugés, la peur et l'obscurantisme pour les retourner contre l'ensemble des travailleurs.

Combattre l'austérité est un combat de classe contre les classes dominantes parasites qui se revendiquent du nationalisme pour mieux défendre leurs intérêts dans la concurrence mondialisée, contre leurs guerres, auquel nous opposons la lutte internationaliste des travailleurs d'Europe et du monde.

*Yvan Lemaitre*

---

## **NFP, LFI and co, la gauche parlementaire de cohabitation avec la bourgeoisie ou le besoin d'un parti révolutionnaire des travailleurs**

La dissolution et les élections législatives ont permis aux appareils de relancer la machine à illusions sur les institutions en prétendant stopper la montée de l'extrême-droite sur le terrain des élections et du Parlement.

Pris de panique, les partis de la gauche institutionnelle qui s'insultaient encore la veille ont dû créer cet attelage du Nouveau Front Populaire. La plupart des directions syndicales, en particulier la CGT, ont emboîté le pas en appe-

lant à voter dès le 1<sup>er</sup> tour pour le NFP, au travers d'une campagne centrée sur le mythe de 36, l'unité de la gauche qui a brisé le fascisme... Oubliant le rôle du Front Populaire qui fit tout pour canaliser la grève avant de la réprimer et d'empêcher les dernières possibilités de s'opposer à la marche à la guerre !

Mais les mythes ne peuvent masquer le fiasco. La gauche politique et syndicale a appelé au « *front républicain* » au 2<sup>ème</sup> tour, remettant en selle Macron, Attal, Darmanin. Se félicitant de sa « *victoire* », le NFP a même réclamé à Macron un gouvernement de cohabitation avec Lucie Castets... Avant que celui-ci ne les envoie dans les cordes en nommant Barnier, 1<sup>er</sup> ministre de droite extrême « *sous surveillance* » du RN, qui se prépare à une brutale offensive sur le terrain social, réactionnaire et xénophobe. Piégées par leur politique, les directions syndicales en sont à quémander d'être reçues par Barnier, quand il prépare une véritable politique de régression sociale et des coupes claires dans tous les budgets sociaux. Quant à la grande « *unité* » du NFP, elle semble avoir fait long feu avec le retour des agressions contre Mélenchon à propos de son appel à mettre partout où c'est possible des drapeaux palestiniens et libanais.

Tirer le bilan de cette séquence politique est indispensable, alors que bien des travailleurs, des militants sont en plein désarroi. Ce n'est pas le NFP qui a fait reculer le RN, mais bien la mobilisation de jeunes et de travailleur-es, une politisation large, avec certaines illusions mais avec une lucidité sur cette gauche, sur la gravité de la situation, le besoin de s'attaquer au système lui-même.

L'enjeu est bien de renforcer cette politisation, pour qu'elle jette les bases d'un nouveau parti révolutionnaire, d'indépendance de classe, internationaliste.

Un nouveau réformisme n'est plus possible aujourd'hui, alors que le capitalisme est au bord du krach, que l'exacerbation de la concurrence conduit à l'extension de la guerre, à la régression sociale, à la montée de l'extrême-droite. Certes, la gauche est toujours prête à dévoyer les colères et les luttes sur le terrain institutionnel pour défendre ses positions, ses intérêts d'élus et d'appareils. Mais à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé, elle a abdiqué même de réformer le système auquel elle est totalement intégrée.

En réponse à cette faillite, les travailleur-es ont besoin de se donner les moyens de faire de la politique, leur politique. Ils ont besoin de leur propre parti, un parti qui n'attend rien des jeux institutionnels et parlementaires, du dialogue social et ne fasse confiance qu'à l'organisation et l'intervention des travailleurs eux-mêmes, un parti qui renoue avec une stratégie de lutte de classe, démocratique et révolutionnaire, dont sont nés dans le passé les partis ouvriers avant de capituler devant la bourgeoisie. Ce n'est pas le mouvement ouvrier qui a failli, mais celles et ceux qui prétendaient le représenter et qui ont cédé à la pression bourgeoise. Le monde du travail garde toute sa force pour se donner l'instrument de la défense de ses intérêts tant sur le plan social que politique, et construire une autre société.

## **A l'origine du réformisme, l'intégration des partis ouvriers au capitalisme en expansion coloniale et impérialiste**

Le réformisme n'est pas une politique hors de l'histoire, toujours identique à lui-même. Il est apparu à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, durant une longue période d'expansion du capitalisme marquée par l'apparition des monopoles, des cartels, la conquête coloniale pour chercher de nouveaux marchés et des peuples à exploiter : l'impérialisme.

Les grandes puissances s'assuraient des surprofits en exportant massivement leurs marchandises, leurs capitaux dans les colonies quitte à ruiner les économies locales. Une politique qui leur garantissait des matières premières bon marché qu'elles pillaient selon leur bon vouloir, grâce à la mise sous contrôle des peuples et des richesses par l'administration coloniale et son armée.

Dans les métropoles, la 2<sup>ème</sup> révolution industrielle va multiplier les secteurs industriels sur la base d'une dure exploitation des travailleurs qui vont développer leurs propres organisations. C'est l'essor des partis socialistes, des syndicats, des premières bourses du travail. Un mouvement ouvrier se réclamant de la révolution, de l'abolition du salariat et défendant la perspective de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Le développement de ces organisations, qui vont se regrouper dans la 2<sup>ème</sup> internationale, se fera au travers de nombreuses luttes, affrontant les lois d'exception, la répression et même l'armée qui n'hésite pas à tirer sur les manifestants. La bourgeoisie ne lâchera aucun droit démocratique aux travailleurs sans qu'elle y soit contrainte.

Impuissante à endiguer le mouvement ouvrier, la bourgeoisie va tenter de le corrompre en recherchant en son sein des interlocuteurs, en leur offrant la possibilité de jouer les intermédiaires avec le prolétariat. Sur la base des surprofits réalisés par l'impérialisme, elle va se lancer dans une domestication des organisations ouvrières au travers du parlementarisme et de la participation gouvernementale.

En France, le socialiste Millerand entre dans un gouvernement bourgeois en 1899 aux côtés du général Galliffet, bourreau de la Commune. A la même période en Allemagne, Bernstein fait la théorie de cette politique opportuniste, l'arrivée pacifique et progressive du socialisme, sans révolution !

Rosa Luxembourg combatta tous ces défenseurs de l'idée d'un développement graduel du capitalisme qui serait enfin parvenu à maîtriser ses crises... ce qui traduisait leur propre adaptation à la société bourgeoise. Dans son combat pour une stratégie révolutionnaire, elle analyse le système capitaliste, ses contradictions et son besoin de l'expansion coloniale pour maintenir les profits, qui exacerbe la concurrence entre les Etats, les monopoles. Comme le dit le dirigeant trotskyste Ernest Mandel dans un article sur Rosa : « *Ce qui frappait à la porte, ce n'était pas une ère de progrès pacifique, mais l'ère des guerres impérialistes, des guerres de libération nationale et des*

*guerres civiles (...) L'époque de l'évolution était révolue ; l'époque des révolutions allait commencer ».*

Enlisés dans les combinaisons parlementaires et prêts à tout pour protéger leurs appareils, les dirigeants de la 2<sup>ème</sup> internationale votent les crédits de guerre en août 1914. Une « faillite », comme l'écrira Lénine, accusant ceux qui ont « *vendu le droit du prolétariat à la révolution en échange du plat de lentilles des organisations autorisées par l'actuelle loi policière* ».

Ce ralliement à la bourgeoisie, à la guerre et au chauvinisme s'inscrit dans les transformations profondes du capitalisme avant 1914, dans ces surprofits impérialistes qui ont constitué la base matérielle du réformisme. Comme l'écrira Lénine : « *L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les «embourgeoisait», leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère* ».

L'adaptation à la société bourgeoise d'une bureaucratie avec ses intérêts distincts de ceux de l'ensemble des travailleurs avait laissé le prolétariat sans politique, face aux machines d'Etat mobilisées pour la guerre impérialiste. Une guerre barbare dont allait naître Octobre 1917 et une puissante vague révolutionnaire dans toute l'Europe...

## **Les Partis communistes, de l'impulsion de la révolution à la mainmise du stalinisme qui les réconcilie avec la bourgeoisie**

Les PC sont nés de cette vague révolutionnaire, combinée à la volonté des bolcheviks et de la minorité internationaliste d'étendre la révolution en créant la III<sup>ème</sup> Internationale Communiste en 1919. Mais après les défaites de la révolution en Allemagne, en Hongrie,... suite aux trahisons de la social-démocratie, après la guerre civile et l'encerclement de la révolution russe, le recul de la vague révolutionnaire aboutit à la victoire du stalinisme en URSS.

Les partis communistes tombent sous la coupe de la bureaucratie, abandonnant toute perspective d'étendre la révolution au nom de la construction du « *socialisme dans un seul pays* ». Leur politique est mise au service des intérêts diplomatiques de l'URSS de Staline, les amenant à soutenir et même à participer à des gouvernements bourgeois.

En 1935, le Komintern appelle à la lutte pour « *la démocratie contre le fascisme* », une politique de soutien au camp des puissances coloniales comme la France et l'Angleterre ! Le PC qui a déjà rejoint le Front Populaire, soutient le gouvernement Léon Blum en juin 36.

Le Front Populaire fera tout pour mettre fin à la grève générale, avec l'aide active du dirigeant du PC Maurice Thorez déclarant qu'« *il faut savoir arrêter une grève dès que satisfaction a été obtenue* ». Alors que cette remontée ouvrière au niveau international aurait pu stopper la marche à la guerre, celle-ci se retrouve sans perspectives.

L'essentiel des députés socialistes et radicaux élus dans le Front Populaire en 36 votera même les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 !

## **De l'union nationale contre les peuples et les travailleurs à Mitterrand, pour mener l'offensive libérale**

En 1944, de Gaulle fait entrer pour la première fois des ministres communistes au gouvernement. La bourgeoisie craint une vague révolutionnaire comme après la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale. Thorez devient alors le champion de la reconstruction nationale en dénonçant « *la grève est l'arme des trusts* » ! Une politique menée sur le dos des peuples coloniaux qui se révoltent à Sétif, au Cameroun, en Indochine. Une sanglante répression s'engage, avec le soutien du PCF et de ses ministres qui dénoncent la mainmise du « fascisme » dans ces révoltes. Même exclus du gouvernement au début de la guerre froide, le PCF continuera cette politique de défense de l'empire colonial.

En Algérie, la gauche gouvernementale mènera la guerre. En 1954, alors ministre de l'Intérieur, Mitterrand déclare à l'Assemblée : « *l'Algérie c'est la France* » et « *la seule négociation, c'est la guerre* ». En 1956, le gouvernement du socialiste Guy Mollet fait voter, avec les voix du PCF, les « *pouvoirs spéciaux* » donnant carte blanche à l'armée en Algérie et y envoie le contingent. L'armée multipliera la torture et les massacres, faisant près d'un million de morts dans la population algérienne.

A la fin des années 60, un retournement s'opère. Après la longue période d'essor suite aux destructions de la guerre mondiale, une longue période de dépression démarre dans les années 70. La baisse des taux de profit conduit à une crise de long terme de la croissance et des investissements. Les capitalistes vont chercher d'autres sources de rentabilité au capital, en particulier dans la spéculation financière, puis dans la mondialisation avec la chute de l'URSS.

Ces transformations vont se mener au travers d'une offensive libérale brutale contre les travailleurs en Angleterre avec Thatcher, aux Etats-Unis avec Reagan... Et en France, où le PC faisait plus de 20 % des voix et où la bourgeoisie pouvait craindre la riposte de la classe ouvrière, c'est « *l'Union de la gauche* » qui va être à la manœuvre en 1981.

Mitterrand fait entrer quatre ministres communistes dans son gouvernement. Il compte bien siphonner les voix du PCF, mais aussi utiliser son influence parmi les travailleurs pour mener la politique d'austérité, conduire en France l'offensive libérale et impérialiste mise en œuvre par Reagan-Thatcher.

De 1997 à 2002, le PCF participe au gouvernement de la « Gauche plurielle » avec Jospin, privatisant à tour de bras les entreprises devenues rentables pour le capital : Air France, France Telecom, les autoroutes, ... Il entame même le démantèlement de la SNCF avec la création de RFF sous l'égide du ministre communiste des transports Gaysot.

La gauche gouvernementale discrédite ainsi l'idée que les travailleurs peuvent prendre leur sort en main, en les enfermant derrière la politique de rentabilité des capitalistes, à l'image de Jospin en 1999 expliquant qu'il ne peut rien face aux 7500 licenciements annoncés par Michelin : « *Je ne crois pas qu'on puisse administrer désormais l'économie. Ce n'est pas par la loi, les textes, qu'on régule l'économie. (...) Tout le monde admet le marché* ».

Cette politique a conduit à un effondrement du PC au profit du PS et à la chute des organisations syndicales qui s'étaient ralliées à l'Union de la gauche. La CGT passe de deux millions d'adhérents avant 1981 à 600 000 dix ans plus tard. Aux législatives de 1978, le PCF faisait 20 % des voix, il fait moins de 3 % à celles de 2017, un score divisé par sept en 40 ans. Une vague de démoralisation politique dans laquelle s'inscrit la montée du FN durant les années 80.

Hollande n'a fait que poursuivre cette politique au service du capital avec la loi travail, le passage à 43 annuités pour la retraite, mais aussi en augmentant la répression contre les manifestants, les migrants, ... au point de liquider le PS lui-même.

### **La politique réformiste ruinée par le capital**

Le capitalisme financiarisé et mondialisé ne laisse aucune porte de sortie. Le « réformisme » n'est plus qu'une caricature vide de sens, qui ne sert qu'à accompagner les reculs, à duper les travailleurs.

Le monde s'est transformé profondément sous l'effet des révolutions coloniales et de l'intégration de nouvelles puissances dans le marché capitaliste mondial. De fait, la mise en concurrence s'est généralisée, entre les vieux pays impérialistes et les anciens pays coloniaux qui dont certains sont devenus des rivaux.

Il n'y a plus les mêmes frontières, ni les mêmes barrières douanières pour assurer à des monopoles nationaux ces surprofits impérialistes qui ont permis aux grandes puissances de contenir la montée révolutionnaire en 1917 ou après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Les bases matérielles du réformisme n'existent plus.

Le système capitaliste met en concurrence l'ensemble des travailleur.es de la planète, parfois dans les mêmes multinationales, dans une lutte exacerbée pour le contrôle des ressources, pour le pillage de la plus-value. Les bénéfiques records de quelques sociétés capitalistes n'y changent rien... La masse de capitaux qui attendent leurs intérêts est telle qu'elle ne trouve pas suffisamment de travail vivant à exploiter.

Le réformisme du PS et du PC vivait de ces surprofits, tout comme les directions syndicales qui avaient besoin de « grain à moudre » pour assurer leur influence sur les travailleurs. Aujourd'hui, ils sont effondrés en même temps que ces institutions de la démocratie bourgeoise servant à duper les masses.

Produit de cette décomposition de la gauche et de la capitulation d'une fraction du mouvement révolutionnaire, LFI est apparue comme la principale force de

gauche depuis 2017 et essaie de préserver une certaine indépendance politique. Mais LFI n'est pas plus « radicale » que ne l'était le PS ou le PC. Si leurs députés font le buzz à l'Assemblée, ils inquiètent bien moins les classes possédantes que le PC ne pouvait le faire quand il était implanté dans la classe ouvrière et ses secteurs les plus exploités et en subissait de fait les pressions. Quant aux déclarations appelant à « *renverser la table* », LFI reste une machine électorale dépendante du PS et de la gauche parlementaire sans lesquels Mélenchon ne peut imaginer gagner les présidentielles.

LFI peut parler de « *planification* », mais Mélenchon ne dit rien sur les moyens de l'imposer, sur le contrôle des travailleurs ou la réquisition des entreprises. Sur le fond, LFI entretient le flou d'un populisme contre les « élites », dans un programme de conciliation de classe sur une base nationale. Mélenchon ne manque d'ailleurs pas de rendre hommage aux patrons « industriels » français !

### **Les travailleurs ont besoin de leur propre parti, ils le construisent en se rassemblant pour affronter le capitalisme et ses institutions**

Face à l'impuissance de la gauche syndicale et politique à s'opposer à l'offensive capitaliste, des mouvements sont apparus, cherchant à s'organiser démocratiquement, à la base, pour prendre des initiatives et rompre avec la passivité et la routine des appareils : Gilets jaunes, collectifs de lutte, AG interpros durant la lutte des retraites, AG féministes, mouvements de sans-papiers... Ce mouvement contribue à une politisation qui s'est approfondie lors de la dissolution, face à l'extrême-droite et au danger qu'elle vienne au pouvoir.

Il n'y a pas de place pour une solution réformiste face à la fuite en avant du capitalisme. Aujourd'hui, l'enjeu est d'armer politiquement ces ruptures avec la gauche institutionnelle et gouvernementale, d'unifier politiquement les différents mouvements anticapitalistes autour d'une perspective de transformation révolutionnaire de la société, pour créer les conditions de l'émergence d'un parti révolutionnaire des travailleurs, internationaliste, luttant pour en finir avec l'ensemble du système. Engager une telle dynamique dépasse les forces de chaque fraction révolutionnaire, si elles ne réussissent pas à s'unir elles-mêmes pour contribuer au rassemblement des groupes locaux qui se sont multipliés ces dernières années.

La construction d'un parti révolutionnaire ne peut se mener par simple progression arithmétique des organisations révolutionnaires existantes. Elle nécessite une politique rompant avec les préjugés réformistes et cherchant à regrouper toutes celles et ceux qui veulent mener la bataille pour les droits sociaux et démocratiques, lutter contre la guerre et pour le socialisme, le communisme et se considèrent donc comme les membres d'un même parti.

*Laurent Delage*